

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TANK SOLUTIONS NORMANDIE

RTE INDUSTRIELLE
PORT DU HAVRE NUMERO 5279
76430 Sandouville

Références : 20250326_rejets aqueux
Code AIOT : 0005801086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement TANK SOLUTIONS NORMANDIE implanté RTE INDUSTRIELLE PORT DU HAVRE NUMERO 5279 76430 Sandouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANK SOLUTIONS NORMANDIE
- RTE INDUSTRIELLE PORT DU HAVRE NUMERO 5279 76430 Sandouville
- Code AIOT : 0005801086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Tank Solutions Services (TSN) est une station de lavage de citernes implantée dans la zone industrialo-portuaire du Havre (commune de Sandouville).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets Aqueux : Gidaf	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats montrent que la station de traitement des effluents de TSN Sandouville fonctionne de manière globalement satisfaisante. Certains dépassements ponctuels ont toutefois été constatés, révélant des marges d'amélioration dans la prévention et le contrôle des incidents. L'exploitant devra renforcer le suivi des mesures correctives et consolider ses dispositifs d'alerte afin de garantir le respect continu des prescriptions réglementaires.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de répondre, dans les délais impartis, à ses demandes relatives au plan de gestion de solvant 2024 ainsi qu'à la vérification des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets Aqueux : Gidaf

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (voir arrêté).
Constats : Les échanges entre l'inspection et l'exploitant ont porté sur les résultats d'autosurveillance déclarés dans l'application "Gidaf" pour l'année 2024. Le but était d'identifier les dépassements, en analyser les causes et à évaluer l'efficacité des mesures correctives mises en place.

1. Phosphore

En février 2024, quatre dépassements de la valeur limite d'émission (VLE) en phosphore ont été relevés entre le 2 et le 7 février. Trois analyses ont indiqué 3,09 mg/L et une analyse 3,68 mg/L pour une VLE fixée à 3 mg/L. Les concentrations des jours encadrant ces mesures étaient proches de 1 mg/L. L'exploitant considère que les valeurs élevées pourraient résulter d'une erreur de manipulation. Un échantillon analysé par un laboratoire extérieur a donné une concentration de 0,13 mg/L (au lieu des 3,68 mg/L trouvés par l'exploitant), confirmant un probable incident de mesure.

2. Chrome

En 2024, aucun dépassement de la concentration en chrome n'a été constaté. La concentration moyenne annuelle s'établit à 4,6 µg/L, soit très en deçà de la VLE fixée à 300 µg/L. En revanche, deux dépassements de la VLE relative au flux massique ont été enregistrés, dont l'un supérieur à deux fois la limite réglementaire. Ce dernier atteint 2,9 g/j, pour une VLE fixée à 1 g/j. L'exploitant n'a pas identifié de cause précise à ce dépassement, mais souligne que la VLE du flux journalier apparaît particulièrement contraignante au regard de la valeur seuil en concentration et du débit de rejet autorisé (250 m³/j).

3. Azote total

Seize dépassements de la VLE ont été enregistrés entre le 25 mars et le 17 avril 2024. Les concentrations sont passées de 66,5 mg/L le 25/03 à un maximum de 93,3 mg/L le 09/04, avant de redescendre à 61,4 mg/L le 17/04 puis en dessous de la VLE les jours suivants. Aucun dépassement supérieur à deux fois la VLE n'a été constaté. Pour le flux massique, cinq dépassements ont été relevés, sans excéder 2 fois la VLE. L'exploitant a indiqué avoir ajouté un nouveau produit stimulant les bactéries à partir du 21 mars afin de réduire l'azote global, dont l'effet n'est observable qu'au bout de 1 à 3 semaines.

D'après la déclaration GIDAF, l'augmentation de la concentration en azote total semble débuter dès le 18 mars.

Demande 1 : l'exploitant définira une concentration d'alerte en azote total afin de mieux anticiper d'éventuels dépassements futurs.

4. Zinc

En avril 2024, des dépassements de la VLE en concentration (0,8 mg/L) ont été relevés entre le 10 et le 17 avril, avec une augmentation progressive jusqu'à 1,18 mg/L puis une diminution des valeurs relevées. Des dépassements en flux et concentration ont également été observés du 27 au 29 août 2024. Dans les deux cas, l'exploitant n'a pas précisé dans GIDAF la nature des dépassements ni les mesures correctives envisagées ou réalisées.

Demande 2 : l'exploitant fournira un commentaire détaillé sur les causes probables des épisodes de dépassement et sur les pistes d'amélioration envisagées.

5. AOX

Trois dépassements de la VLE (1 mg/kg) ont été relevés en avril 2024, avec une concentration

maximale de 1,8 mg/kg. Trois autres dépassements ont été constatés en juin 2024 à 1,1 mg/kg. Dans les deux périodes, le nombre de dépassements par mois reste inférieur à 10 % du total des mesures mensuelles.

6. Matières en suspension (MES)

Deux épisodes de dépassement de la VLE pour les MES ont été relevés :

- 19 au 22 janvier 2024 : 122 à 126 mg/L (VLE 60 mg/L)
- 27 au 30 décembre 2024 : 62 à 63 mg/L

Selon l'exploitant, les dépassements ont été liés à des problèmes d'automate empêchant le déclenchement des rinçages des filtres à sable :

- Janvier : micro-coupure de courant ayant interrompu l'automate, qui ne s'est pas réinitialisé.
- Décembre : problème provenant du compresseur d'air.

Un système d'alerte a été mis en place, avec envoi de notifications sur le téléphone portable d'astreinte des cadres et celui de l'opérateur de la STEP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : L'exploitant définira une concentration d'alerte en azote total afin de mieux anticiper d'éventuels dépassements futurs.

Demande 2 : L'exploitant fournira un retour détaillé sur les causes probables des épisodes de dépassement et sur les pistes d'amélioration envisagées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 3.2

Thème(s) : Produits chimiques, Air

Prescription contrôlée :

Si l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.

Constats :

L'exploitant a transmis la synthèse des plans de gestion des solvants (PGS) pour les années 2023 et 2024 relatifs à TSN Sandouville. L'analyse met en évidence une légère diminution des émissions diffuses, celles-ci passant de 80 % à 79 %. Parallèlement, la quantité de solvants mise en œuvre (I1) a évolué de 22,4 tonnes en 2023 à 21,7 tonnes en 2024.

Par courrier électronique en date du 16 avril 2025, l'exploitant a transmis un fichier tableur

détaillant les quantités de solvant retenues pour l'établissement du PGS 2024.

I1 - Quantité totale de solvant achetés et mis en œuvre

Pour le calcul de la quantité de solvants mise en œuvre en 2024, l'exploitant a pris en compte les volumes de produits achetés au cours de l'année, ainsi que le stock de janvier 2024, duquel il a retranché le stock encore présent en janvier 2025.

Il a indiqué avoir remplacé l'un des produits de lavage de citernes : le Cotac, dont la teneur en solvant était estimée à 100 %, par le Proban 114 (V3), pour lequel il retient une teneur de 80 %. Le remplacement de ce produit, qui constitue le principal dégraissant utilisé sur le site (environ 16 tonnes en 2024), a contribué à la baisse de l'indicateur I1 (22,4 t en 2023 contre 21,7 t en 2024). Toutefois, l'examen de la rubrique 3 de la fiche de données de sécurité (FDS) transmise par l'exploitant conduit l'inspection à estimer la teneur en solvant du Proban 114 proche de 100 %.

Par ailleurs, l'inspection a vérifié d'autres FDS relatives aux produits utilisés : les teneurs en solvant et les masses volumiques retenues pour le calcul de I1 apparaissent cohérentes avec les données fournies dans ces documents.

Demande 1: l'exploitant devra justifier auprès de l'inspection l'estimation à 80 % de la teneur en solvant retenue pour le Proban 114 dans le cadre du PGS 2024.

O5 - Quantité totale de solvants détruits par un système de traitement des effluents

Pour déterminer la quantité de solvants détruit par le système de traitement biologique des eaux de lavage, l'exploitant a défini après analyses une teneur moyenne en COV des eaux avant puis après passage dans le bassin biologique. La teneur en COV détruit par le traitement biologique (34 mg/l) a ensuite été multiplié par la quantité d'eau de lavage rejeté en 2024 (56 100 m³). Cette valeur correspond au volume annuel déclaré sur GIDAF.

O6 - Quantité totale de solvants rejetés comme déchets

L'exploitant a indiqué que le seul déchet contenant des COV est l'huile d'écémage (issue du traitement physique des eaux) ; les boues de STEP étant déshydratées (et l'eau issue de la déshydratation repart en tête de station d'épuration). Le poids net d'huile d'écémage retenu pour le PGS 2024 (335,9 tonnes) apparaît cohérent avec les bordereaux de suivi des déchets dangereux enregistrés sur Vigiedéchets, bien qu'il soit légèrement inférieur aux quantités déclarées (357 tonnes d'huiles d'écémage, code déchet 16 07 08*, pour l'année 2024). La teneur en COV de l'huile d'écémage retenue dans le PGS est de 0,78 %.

Demande 2 : l'exploitant justifiera l'écart de poids entre le PGS et Vigiedéchets concernant le poids d'huile d'écémage générée par le site en 2024.

Demande 3 : l'exploitant justifiera la teneur en COV de l'huile d'écémage retenue dans le PGS

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : l'exploitant devra justifier auprès de l'inspection l'estimation de 80 % de teneur en solvant retenue pour le Proban 114 dans le cadre du PGS 2024.

Demande 2 : l'exploitant justifiera l'écart de poids entre le PGS et Vigiedéchets concernant le poids d'huile d'écémage générée par le site en 2024.

Demande 3 : l'exploitant justifiera la teneur en COV de l'huile d'écémage retenue dans le PGS

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, la dernière vérification des installations électriques datait du 3 décembre 2024. Le compte rendu Q18 lié au référentiel d'assurance APSAD relève 9 non-conformités. Par mail du 24/03/2025, l'exploitant a transmis la liste des bons d'intervention liés à ces non-conformités. Ces bons indiquent la levée de chaque non-conformité du Q18. L'inspection a constaté sur site la levée d'une des non-conformités : l'entretien d'une armoire électrique situé dans le bâtiment de lavage (correspondant à la deuxième non-conformité du Q18). <i>Remarque: un certificat Q18 est un compte-rendu de vérification des installations électriques établi sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages). Ce document complète les rapports réglementaires établis au titre du Code du travail, pour caractériser le niveau de risque ou d'incendie présenté par une installation électrique.</i></p> <p>Le rapport complet de vérification des installations électrique de décembre 2024 relève 57 observations mais seulement 3 sont récurrentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - observation 14 (au niveau de l'armoire porte 5) : « serrage mal réalisé sur l'appareillage (présence d'un nombre trop important de conducteurs / borne) » → préconisation : « limiter le nombre de conducteurs / bornes afin d'assurer un bon serrage » - observation 30 (au niveau de la zone de stockage (bac R01A...)) : « Absence de protection de surcharge du récepteur » → préconisation : « A installer (réglage correspondant à l'intensité In) » - observation 31 : « Protection de surcharge trop élevée du récepteur » → préconisation : « Calibrer/régler les relais thermiques à l'intensité In (soit 3.1 A) » <p><u>Limites d'intervention :</u></p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques indique que certains points n'ont pas pu être vérifiés « pour des raisons d'exploitation et à la demande du responsable de maintenance », d'accès fermé, de problèmes de hauteur des équipements ou de non transmission de certains documents techniques. Il identifie 9 points non vérifiés (3 limites d'interventions générales et 6 limites d'interventions particulières).</p>

<p>L'exploitant s'est engagé à faire le nécessaire pour contrôler les éléments relevés dans la section « limite(s) d'intervention »</p> <p>La vérification des installations électriques par thermographie, réalisée le 22/01/2025, n'a révélé aucune anomalie selon le rapport de l'organisme de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 1</u>: l'exploitant lèvera l'ensemble des non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques de décembre 2024 et justifiera à l'inspection la levée des 3 non-conformités récurrentes identifiées dans ce même rapport.</p> <p><u>Demande 2</u>: l'exploitant reprendra l'ensemble des limites d'intervention indiqué dans le rapport de vérification des installations électriques de décembre 2024 et justifiera que ces points ont bien été contrôlés. Si ce n'est pas le cas, l'exploitant s'engagera sur un échéancier visant à faire vérifier ces points.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>